FRC 3
20938
Case
FRC
91196

SUR LA PAIX.

RÊVERIES

DIPLOMATIQUES,

APRÈS LA PRISE

DE LA HOLLANDE.

Les peuples et les rois, les puissances du premier et du second ordre ne pouvoient prendre à la révolution française le même intérêt. Celui de toutes les nations étoit bien évidemment semblable; et si elles l'avoient connu nous n'aurions pas d'ennemis.

Loin de prodiguer leur sang et leur fortune pour river leurs fers et les nôtres, toutes se seroient levées à la fois et le premier coup de canon devenoit le signal de l'affranchissement universel.

THE NEWBERRY
LIBRARY

Tel fut le rêve d'un certain nombre de philantropes jusqu'au commencement de la guerre. Nous avions déjà un peu oublié cette réunion presque inouie de circonstances que le tems seul peut reproduire en d'autres pays ; ce concours d'oppression et d'indignation, d'énergie et de lumières, qui avoit pu soulever enfin la masse d'un grand peuple. Nous n'avions pas prévu sur-tout l'effet de nos fautes et de nos malheurs . . . .

Après les horreurs du 2 septembre et pendant cette septembrisation prolongée près d'un an sur toute la France, quand les tyrans étrangers, quand nos bourreaux teints de sang disoient : *voilà la liberté*. . . . qui de nous pouvoit sans frissonnement répéter après eux ce mot sacré, et quelles devoient être les pensées de ces peuples à qui nous appellions de l'insolence et des complots de leurs chefs ? Ah ! sans la gloire de nos armées, sans les nombreux prodiges qui conservoient en nous l'amour des grandes actions, le sentiment des vertus généreuses, ce peuple qui promettoit la liberté au monde, en étouffoit par-tout le desir comme l'espérance, ôtoit aux rois l'inquiétude et les remords du crime, à leurs sujets la honte et la pudeur de l'esclavage.

La tyrannie enfin a expié ses forfaits, et nous notre longue patience. La victoire et la justice ont réhabilité le nom français, et nous pouvons offrir la main aux autres peuples ; ne revenons point pourtant à nos premières illusions.

Ce n'est pas la guerre actuelle, ce n'est pas le spectacle d'une révolution où le génie du

bien et le génie du mal se sont disputé le cahos, ce sera notre sagesse, fruit lent et si bien payé d'une orageuse expérience, ce sera le bonheur et les vertus d'une nation libre qui désormais recommanderont la liberté aux nations de l'Europe. Il faut donc ajourner le projet de traiter immédiatement et directement avec elles, et nous prêtant aux seuls moyens de communication qu'elles nous laissent, il faut entendre leurs *chargés d'affaires*, sans trop discuter leurs *pouvoirs*.

Parvenus au moment de décider quel usage nous voulons faire et quels fruits nous pouvons espérer de la victoire, nous avons à distinguer d'abord entre nos ennemis ceux avec qui nous pourrons traiter honorablement et sûrement, et à quelles conditions.

Le seul moyen donné de juger leurs dispositions est leur intérêt. La plûpart, il est vrai, dans la croisade universelle, ont été entraînés contre leur intérêt même. Mais plusieurs commencent ou ne tarderont pas à s'en appercevoir. Le moment de nos succès doit être pour eux et il doit être aussi pour nous le moment des réflexions; et d'abord il sera sans doute aisé de nous garder d'une première méprise.

La république française pourra et devra faire la paix partiellement, mais son système de négociations ne peut être partiel; ennemis, alliés ou neutres, relations directes ou éloignées, le présent et l'avenir, la même pensée doit tout embrasser.

Quatre puissances par leurs forces et par leur ambition menacent l'Europe.

Les prétentions de l'Angleterre à l'empire des mers ont été une première fois réprimées, mais non étouffées par la guerre d'Amérique. les divers essais qu'elle a faits de sa supériorité, et ses moyens pour l'établir sont également connus. Sa conduite constante avec ses alliés, et notamment avec la Hollande pourroit assez raisonnablement se comparer à celle du brigand qui, accostant le voyageur, marche quelque tems avec lui, saisit le moment de le désarmer et de lui lier les mains, pour fouiller avec moins de danger dans ses poches. Mais la différence est que le brigand des bois ne s'avise guère d'appeller ce procédé là alliance et bonne amitié; de dire au voyageur en lui présentant le pistolet : je te protège. Toujours est-il vrai que cette manière de tirer parti de ses amis et des traités, non plus que les dernières tentatives de Pitt sur nos isles, n'ont pas du faire oublier à l'Espagne les menaces de 1790, et les anciennes vues du même cabinet sur les colonies espagnoles.

Quant au continent, le partage exécuté deux fois, la récente oppression et l'anéantissement consommé de la Pologne, dénoncent depuis 20 ans la *Russie*, l'*Autriche*, et la *Prusse* à leurs voisins, qui sans doute enfin entendront ces avertissemens répétés.

Il est peut-être bon de remarquer qu'entre les cours partageantes, il n'existe pas, même depuis le partage, une égalité ou une proportion telle que chacun des voleurs couronnés puisse sans inquiétude et sans danger compter jusqu'à un certain point sur la probité de ses co-associés.

La Prusse sur-tout, créée depuis moins d'un demi-siècle par le génie d'un seul homme, et dont l'existence tient encore aux ressources du génie; la prusse ne peut tout-à-fait se persuader que l'Autriche ait parfaitement oublié la *Silésie* perdue, l'invasion de la *Bavière* empêchée. Les services de Frédéric-Guillaume dans la Belgique n'ont pas été non plus assez décisifs et sur-tout assez heureux, pour compenser les anciens griefs, et même empêcher de nouveaux reproches.

D'un autre côté, devenu par les usurpations respectives en Pologne, plus voisin de la Russie, prêt à devenir sur la Baltique rival de cette même puissance, qui veut régner par-tout où elle se montre, et ne peut souffrir ni voisins, ni rivaux, le roi de Prusse ne peut pas plus raisonnablement compter sur l'amitié de ce second allié que sur celle du premier.

Il seroit donc permis de soupçonner, même de prévoir, qu'éclairée tôt ou tard sur sa position, la Prusse pourra cesser un jour ou l'autre d'abandonner ses destinées à la bienveillance

de deux amis également ambitieux, et qui pourroient fort bien trouver leur compte à se réunir pour l'écraser.

Quoiqu'il en soit des intérêts bien ou mal connus de la Prusse, ceux des puissances secondaires sont beaucoup plus pressans, et leurs dangers plus aisés à prévoir.

Il doit leur être aujourd'hui bien clairement demontré que la révolution française, loin de changer la politique et les projets des puissances dominantes, n'a paru à leurs yeux qu'un noveau motif, et un plus sûr moyen d'en accélérer l'exécution : que la chûte de la royauté en France a été pour les autres rois bien moins encore un objet d'inquiétude que de convoîtise; qu'ils ont un peu plus spéculé jusqu'ici sur nos divisions et nos malheurs qu'ils n'ont redouté l'effet de notre exemple; qu'ils ont été sur-tout moins occupés de la conservation que de l'extension de leur autorité (1) qu'enfin tous leurs efforts et leurs complots tendent autant à compléter l'asservissement de leurs voisins que celui de *leurs* peuples.

Or quel sera le résultat probable des mouvemens qui agitent la plus grande partie de l'Europe et de l'insouciance ou de l'aveuglement prolongé de l'autre partie ?

Après la dissolution totale de la Pologne, la Turquie européenne sera-t-elle aussi partagée entre le Russie et l'Autriche ? Catherine

(1) Rappellez-vous les feintes conspirations et les arrestations multipliées à Londres, à Vienne, en Hongrie et ailleurs.

régnera-t-elle sans contradiction sur la Mer noire et l'Archipel comme sur la baltique? La race autrichienne consommera-t-elle l'asservissement si longtems essayé du *Corps germanique*? Envahira-t-elle à la fois la Bavière et le Nord de l'Italie, et toutes les côtes de la Mer de Venise? Il n'est plus permis au politique le plus superficiel d'ignorer ces vieux projets. Il est évident aussi que l'apathie et l'inaction des états menacés rendent tout facile; qu'enfin avant peu de tems il ne sera peut-être plus en leur pouvoir de rien empêcher.

Ces vérités, entièrement ignorées, ou inutilement connues des petites puissances de la coalition, semblent jusqu'ici n'avoir été que soupçonnées par les puissances neutres, telles que le *Danemarck*, la *Suède*, la *Porte* et *Venise*. Ces gouvernemens n'ouvriront-ils pas trop tard les yeux sur les dangers communs, qui doivent les rapprocher entr'eux, et les rapprocher de nous? voilà la question.

Et ne croyons pas que la haine de nos principes puisse balancer des périls aussi urgens et des considérations si importantes.

Deux intérêts également précieux sans-doute, mais non également connus des peuples, sont ici très-aisés à distinguer, l'intérêt de la *liberté*, celui de l'*indépendance*.

D'un côté le desir, de l'autre la crainte de la liberté, peuvent bien, ailleurs comme cheznous, opposer les gouvernés aux gouvernans. Mais l'amour

et le besoin de l'indépendance les rapprochent, et c'est par cet intérêt-là que nous pouvons communiquer aujourd'hui avec les puissances neutres et quelques puissances belligérantes: car pour les unes comme pour les autres, la dévorante ambition des cours dominatrices est bien autrement redoutable en ce moment que la raison des peuples.

Mais sur-tout, il nous importe à nous de ne pas oublier que leur détermination ne tiendra pas moins à notre conduite et à notre modération qu'à leur sagesse.

Est-ce une République naissante? Est-ce une République de 25 millions d'hommes qui a besoin d'être prémunie contre le goût des conquêtes.

Dans les déclarations dernièrement publiées au nom de la Convention nationale, sur la politique du Peuple Français et les premières conditions de nos traités avec les autres Peuples, deux points importans me paroissent très-difficiles à concilier.

Traiter les Hollandois en alliés, fixer le Rhin pour notre limite au Nord, voilà je l'avoue, ce que je n'entends pas; ou pour être plus vrai, voilà ce qui me paroît absolument contradictoire.

Tout le monde sait que la Hollande a des possessions importantes en deça du Rhin. Agirons-nous comme alliés en nous en emparant? Personne n'ignore que le Port d'Anvers et l'embouchure de l'Escaut ouvrent totalement les Isles de

la Zélande à la puissance étrangère qui en disposeroit ; on se rappelle que les Hollandois traitèrent en ennemi l'Empereur Joseph, lorsqu'il réclama cette navigation en 1784 et qu'ils accueillirent à coups de canon ses vaisseaux ; y verront-ils les nôtres avec plus de sécurité ? Compteront-ils plus aujourd'hui qu'autrefois, sur l'amitié d'une Nation qui, en signe d'alliance, commenceroit par s'assurer ainsi le pouvoir de les écraser en 24 heures ? En quoi notre politique différeroit-elle donc à leurs yeux de celle des Cours, et des Cours les plus décriées par leur machiavélisme, des Cours de Vienne et de Londres ? Je ne puis sans répugnance m'arrêter plus long-tems sur un pareil projet et sur les idées qu'il réveille.

Les Provinces belgiques nous conviendroient-elles mieux que les Villes du Brabant Hollandois, et au point que toute autre considération dût nous paroître méprisable ou inutile ? d'abord sans les possessions Bataves (et Prussiennes) nous perdons ce beau plan d'arrondissement et de limite naturelle, qui plaît tant à l'imagination par son apparente grandeur et sa convenance topographique.

Le Rhin, disons-nous, seroit plus aisé à défendre et coûteroit moins à fortifier que notre triple ligne de forteresses à entretenir. Mais une frontière ne se défend pas seulement avec des redoutes, il faut encore des hommes. Il faudra donc défendre le Rhin en grande partie avec des belges, et peut-être, disons-le, contre les belges ;

car qui nous proposera de compter aveuglément sur cette nation, ennemie de l'autriche sans-doute, mais divisée en deux ou trois partis, dont le plus nombreux sera toujours incurablement fanatique, et dont le plus sage aime et doit aimer au moins autant l'indépendance que la liberté? Comment fraterniserez-vous donc avec ces hommes, dupes et amis des prêtres, et conséquemment ennemis d'un Peuple déïste, qu'ils confondront si aisément avec un Peuple Athée? Les rassurerez-vous en leur montrant vos nombreux décrêts sur la liberté des cultes, tandis qu'ils verront tout ce que nous avons d'hommes éclairés, ou voulant le paroître, insulter au moins par leur pitié à d'absurdes chimères? Et quand notre philosophie deviendroit indulgente, le fanatisme ignorant le sera-t-il?

Quel gré nous sauroit-il d'une demi-complaisance? ou bien la porterions-nous au point de respecter jusqu'aux richesses et au crédit de leurs prêtres? Ceux-ci, même dans cette supposition, pardonneroient-ils bonnement à notre mépris pour eux, à nos derniers procédés pour leurs semblables, et sur-tout aux arrières-projets qu'ils devroient raisonnablement nous supposer? non, nous ne pouvons, sans retarder, même sans rétrograder notre révolution, avancer celle des Belges. Nous ne pouvons, sans être inconséquens et ridicules, obtenir leur confiance, et leur donner la nôtre; et quoique nous fassions aujourd'hui, nous ne l'obtiendrons plus. Notre instabilité sur le point important à leurs yeux,

sera toujours contre nous l'objection indestructible, et elle n'est pas la seule. En civilisation, en lumières, un siècle ou deux nous sépareront encore long-tems de ce peuple; et savez-vous dissimuler assez votre supériorité, pour vous la faire pardonner?

Qu'attendre enfin de ces dispositions et de tant d'autres fermens de discorde, si aisés à développer? La Vendée doit nous avoir suffisamment appris ce que peut la différence des opinions, des mœurs et du langage; et si cette différence a donné tant de facilité aux Anglais pour incendier la Bretagne, si anciennement française, combien n'en donneroit-elle pas de ce côté à l'Autriche? Imaginez donc la barrière du fleuve forcée en un seul point, notre armée essuyant un revers. . . où trouverions-nous des amis?

Je pourrois parler d'une autre espèce de risques. Sans répéter, et même en repoussant l'absurde et vieux préjugé des cours et des publicistes courtisans, que le gouvernement d'un grand Etat ne peut être démocratique; au moins est-il vrai que pour conserver l'unité, et empêcher la dissolution d'un Etat libre, dont on veut augmenter l'étendue, il faut, en raison de la double distance des lieux et des mœurs, donner au gouvernement, quel qu'il soit, plus d'intensité, conséquemment laisser à la liberté moins de latitude. En ce sens encore, une République ne peut donc que perdre à s'aggrandir.

Encore un coup, ce ne sont point des acquisitions, (1) ce n'est point une garantie physique qu'il nous faut; une garantie morale est bien autrement sûre.

Quels doivent donc être les préliminaires de nos traités?

1.° Enlever pour jamais la Belgique à l'Autriche; premier article incontestable.

2.° Que faire des Belges? un peuple indépendant.

3.° Comment traiter avec les Bataves? en respectant leurs possessions autant que leur liberté.

Comment conquérir enfin la confiance et l'éternelle amitié de ces deux peuples? en les réunissant; en les mettant par cette réunion au-dessus de toute attaque, comme de toute influence.

Après la gloire de nos exploits, la seule politique qui nous convient, la politique de la véritable grandeur, est la générosité.

Comparez-la maintenant à la première, et voyez-en les résultats prochains ou éloignés. Que nous usurpions ouvertement par les armes, ou que nous soulevions chez nos voisins des partis pour nous faire donner des provinces, (2) que

(1) Aucune des raisons ci-dessus ne s'oppose à ce que nous reculions un peu de ce côté notre frontière, par exemple jusqu'à la ligne de COBLENTZ, NAMUR et OSTENDE. Le grand Pensionnaire de Witt, au siècle dernier, proposoit le partage des Pays-Bas entre la Hollande et la France. Dans ma proposition, le lot des Hollandois seroit triple du nôtre, et c'est ainsi qu'il nous convient de partager.

(2) Les assemblées primaires en Corse n'ont-elles pas aussi proclamé le roi Georges, celles de Toulon n'avoient-elles pas proclamé . . . .

ferons-nous ? ce que font toutes les Cours qui sont et continueront d'être les fléaux de l'humanité. Où nous conduiroit cette mesquine et fausse idée de grandeur? à consommer nous-mêmes, et à sanctionner par notre exemple le Machiavélisme et les usurpations des cours de Londres et de Berlin, de Vienne et Pétersbourg; à sanctionner l'anéantissement des Polonois, à préparer celui de la Suède, des Turcs, de l'Italie et de l'Allemagne, et nous, peuple libre, déjà nous prenons place entre les ennemis du genre humain.

Si nous nous élevons au contraire à de plus hautes conceptions, si, renouant d'anciennes et intimes liaisons, nous recréons un peuple nouveau, nous devenons l'espérance et l'appui de tous les peuples menacés du joug; nous les avançons vers la liberté ; en les armant pour leur indépendance. Nous contribuons peut-être à resserrer la colossale Russie dans ses anciennes limites; notre voix rappelle du tombeau le peuple polonois ; nous lui rendons, au moins d'un côté, ses anciennes provinces et la Courlande. Forts de l'amitié des peuples que nous défendrons, et les fortifiant de la nôtre, pourquoi n'aspirerions-nous pas à créer encore une nation indépendante, au nord de la mer noire (3) à rallier et civiliser ces tartares qui séparant

(3) Ce projet fut tenté dans la pénultième guerre de la Russie avec les Turcs. On sait aussi que le fameux brigand Potemkin aspiroit à régner sur ces contrées. Voyez l'histoire secrète de la cour de Berlin, par Mirabeau.

pour jamais les Russes de la Turquie, mettroient celle-ci au pair avec l'Autriche? Pourquoi le roi de Prusse, après avoir chassé l'Hanovrien Georges de l'Allemagne, et en sécularisant des évêchés, n'arrondiroit-il pas ses états par des échanges avec la Saxe et la Pologne, et ne se donneroit-il pas *une Frontière?* Pourquoi le Corps Germanique ne s'organiseroit-il pas enfin de manière à exclure de la confédération ces deux Puissances, qui par leur poids en détruisent l'équilibre? pourquoi sur-tout une flotte Française, Hollandaise, Danoise et Suédoise n'iroit-elle pas incendier l'infâme palais de Petersbourg? Pourquoi. . . . Mais n'est-ce pas assez rêver? Au moins ces rêves-là sont assez différens de ceux de *Pirrhus*, et je ne crains pas que l'humanité me fasse les reproches de *Cynéas*.

E. LENGLET.

341